

ARRÈTE DU MAIRE

N° 2025-479

POLICE MUNICIPALE

Réf. : SB/JL

Objet : Stationnement interdit sur la parcelle CT 290.

Le Maire de la Commune de Châteaurenard,

Vu les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu les articles L 325-1 et L325-2, L 411- 1 et suivants, R 110-1 et suivants, R 411-5, R 411-8, R411-25 à R 411-28 et R 417-10 du Code de la Route,

Vu l'arrêté interministériel en date du 24 Novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Huitième partie - signalisation temporaire) - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté du Maire N°2021-243 du 06 Décembre 2021 accordant délégation de fonction à M. CHAUVENT Eric, 2^{ème} Adjoint au Maire pour la Sécurité – Prévention, **Considérant** la vente de la parcelle CT290 (ilot H du quartier Gare) prévue le mercredi 17 Décembre 2025,

Considérant que de nombreux véhicules stationnent sur ladite parcelle,

Considérant qu'à cet effet, il est nécessaire de réglementer le stationnement sur celle-ci,

ARRÊTE :

ARTICLE 1:

Le **stationnement** est interdit à tous les véhicules sur la parcelle CT290 (ilot H du quartier Gare) :

- Du mercredi 17 Décembre 2025 au 31 Décembre 2026.

ARTICLE 2 :

Les Services Techniques Municipaux sont chargés de mettre en place et de maintenir la signalisation provisoire et réglementaire.

ARTICLE 3 :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté est passible des sanctions pénales en vigueur.

.../...

La verbalisation n'est pas exclusive d'une mise en fourrière conformément aux dispositions des articles L.325-1 et L.325-2 du Code de la Route.

ARTICLE 4 :

Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétent, directement par courrier ou par l'application informatique « Télerecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication, notification et transmission en Préfecture.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Responsable de la Police Municipale et Messieurs les Commandants de la Brigade de Gendarmerie et du P.S.I.G sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Sous-Préfète d'ARLES,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- Monsieur le Chef de Corps des Sapeurs-Pompiers,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,

Châteaurenard, le 9 Décembre 2025
Eric CHAVET
Adjoint au Maire délégué à la Sécurité



Date de publication sur le site internet de la Ville :

14 DEC. 2025

Date de Notification :

Date de transmission du contrôle de légalité :